

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1702

[2008/201858]

17 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/2) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit "Champ d'Hurbize" sur le territoire des communes d'Ittre et Braine-le-Château et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains inscrits en zone d'extraction au lieu-dit "Campagne de Boukendaël" sur le territoire de la commune de Braine-le-Château

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35, 40 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1981 établissant le plan de secteur de Nivelles, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Considérant que l'option retenue par le schéma de développement de l'espace régional en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour la Wallonie, adopté le 20 janvier 2000, et les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon adoptées le 30 août 2005;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de nouvelles zones d'extraction sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude réalisée par l'Université de Liège relative à l'inventaire des ressources du sous-sol, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

— l'exploitation ne peut se poursuivre plus de six ans dans les limites de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;

— la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Considérant que la SA Sablières de Wauthier-Braine a exploité au lieu-dit "Campagne de Boukendaël", sur le territoire de la commune de Braine-le-Château, un site d'extraction pour la production des sables destinés principalement aux travaux de génie civil et au secteur de la construction;

Considérant que cette exploitation est terminée depuis l'an 2000;

Considérant dès lors que pour poursuivre son activité, la SA Sablières de Wauthier-Braine sollicite l'inscription en zone d'extraction d'un ensemble de terrains situé au lieu-dit "Champ d'Hurbize" sur le territoire des communes d'Ittre et Braine-le-Château;

Considérant que les terrains dont l'inscription en zone d'extraction et envisagée représentent une superficie de 34 ha et sont affectés en zone agricole d'intérêt paysager au plan de secteur de Nivelles;

Considérant que ces terrains correspondent bien au gisement défini par le laboratoire d'analyses litho et zoostratigraphiques de l'Université de Liège dans son étude des ressources du sous-sol de la province du Brabant (mars 1996) réalisée à la demande de la Région wallonne;

Considérant que ce gisement est constitué de 45 à 50 mètres de sable Bruxellien, d'âge Eocène moyen, surmonté par des limons sablo-argileux, d'âge Quaternaire, de 3 mètres d'épaisseur en moyenne; que le niveau de sable Bruxellien est un dépôt sub-horizontale, relativement continu et uniforme dans la région;

Considérant que la cote de la nappe phréatique se situe à environ + 105 mètres et que la cote moyenne du plateau est de + 140 mètres; que dès lors la hauteur moyenne de sable exploitable, 2 mètres au-dessus du niveau de la nappe, est de l'ordre de 30 mètres.

Considérant qu'un forage de 25 mètres de profondeur a été réalisé dans le gisement situé à l'Ouest de la rue de Braine-le-Château; que ce forage a confirmé la présence de sable bruxellien brun clair et gris clair, contenant très localement des grès "fistuleux", ainsi que l'épaisseur des terrains de découverte; que le niveau piézométrique de la nappe phréatique n'a pas été recoupé jusqu'à la cote + 120 mètres;

Considérant que la demande de révision de plan de secteur porte sur 34 hectares dont 1 hectare serait dévolu aux dépendances (bureaux, garages, bascule de pesage), et 6 hectares à l'emprise d'une zone tampon de 20 mètres de large sur l'ensemble du périmètre de la zone d'extraction, y compris l'établissement d'éventuels merlons de stockage des terres de découverte.

Considérant que le rythme d'extraction prévu est d'environ 300 000 m³/an;

Considérant que l'exploitation du gisement se fera en trois phases en commençant par le sud de la future zone d'extraction; que les trois phases représentent environ 8 100 000 m³ de sable soit environ 27 ans d'activité et la création de 10 emplois directs sur le site;

Considérant qu'une analyse granulométrique du sable a montré que sa qualité était celle d'un sable de construction pour remblais, sous-fondations, produits en béton, et pouvant servir également comme sable de moulage en métallurgie et comme sable de verrerie;

Considérant en outre que les grès "fistuleux" séparés du sable par criblage seront utilisés comme ballast;

Considérant que le marché visé est uniquement national; que le rayonnement de la production serait inférieur à 50 Kms pour 75 % du chiffre d'affaires et inférieur à 200 Kms pour les 25 % restants; qu'au delà, le produit perd tout son caractère compétitif vu les coûts de transport;

Considérant que l'acheminement des produits se fera exclusivement par la route; que le site de la future sablière est directement accessible par la rue de Braine-le-Château et que la rue de Clabecq, qui relie Ittre et Tubize, permet d'accéder aux autoroutes A8 et A19 ainsi qu'aux nationales RN07, RN06 et RN28;

Considérant qu'en termes d'opportunité socio-économique d'exploitation de la future sablière, il convient de souligner que la demande en sable reste aujourd'hui très importante en Belgique, en Région wallonne et en Brabant wallon en particulier; que l'estimation de la consommation nationale de sable oscille entre 20 et 25 millions de tonnes par an dont quelque 8 millions sont extraites en Belgique, le solde provenant des Pays-Bas et d'Allemagne;

Considérant qu'en 2006, la Confédération de la Construction et la FEDIEX ont estimé la consommation de sable en Brabant wallon à environ 870.000 tonnes; que celle-ci serait couverte à concurrence de 510 000 tonnes par les sablières de la province; que la production actuelle est insuffisante pour répondre aux besoins locaux, comme l'indique d'ailleurs le rapport établi par la Conférence permanente du Développement territorial en janvier 2007, en conclusion de la mission d'expertise sur les zones d'extraction lui confiée par le Gouvernement wallon par sa décision du 21 septembre 2006;

Considérant, en effet, que cette étude indique que la demande est supérieure à l'offre, que les prix augmentent, que les sablières de Campine ferment, qu'une inquiétude quant à l'approvisionnement apparaît, que la possibilité d'exportation n'est envisageable qu'à faible distance;

Considérant, en outre, que le sable ne peut être exploité qu'en fonction de sa localisation et de la puissance de son gisement, de sa qualité et de sa rentabilité économique dans le respect des impositions légales et techniques ainsi que dans le respect des riverains, de l'environnement et du développement durable; qu'il apparaît que la notion de réserves disponibles exploitables est drastiquement réduite à l'échelle des plans de secteur du Brabant wallon (Nivelles et Wavre-Jodoigne-Perwez); que l'historique du nombre de carrières en activité témoigne de ces contraintes cumulatives, que, si on dénombrait 84 exploitations en 1982, aujourd'hui seules 2 sociétés poursuivent leurs activités; que leur exploitation est située sur les communes de Mont-Saint-Guibert et Chaumont-Gistoux (plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez); qu'il résulte des éléments qui précèdent qu'il n'y a plus de réserve de sable actuellement inscrite au plan de secteur de Nivelles;

Considérant que la disparition quasi définitive des sablières en Brabant wallon entraînerait à court terme une série d'impacts économiques parmi lesquels : la mise en péril des entreprises connexes (transport, sous-traitants, centrale à béton,...), le risque d'exploitations sauvages sans autorisation, l'augmentation de la dépendance vis-à-vis de pays limitrophes (Allemagne, Pays-Bas), l'absence de concurrence et la hausse corrélative des prix, l'accroissement conséquent du prix de la construction, la perte d'emplois locaux et peu qualifiés directs et indirects, la perte de recettes fiscales pour les autorités, l'augmentation des émissions atmosphériques liées au transport;

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la situation existante de fait et de droit des terrains faisant l'objet de la présente révision de plan de secteur :

- qu'aucune zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural n'est située à proximité du site de la future sablière (distance supérieure à 350 mètres pour la zone la plus proche);
- qu'aucun site ou bâtiment classé n'est signalé sur le site de la future exploitation;
- que cependant, quelques bâtiments méritent d'être mentionnés pour leur intérêt architectural et patrimonial (Ferme de Rosémont, Château d'Ittre, Châtaigneraie) à proximité du site;
- que la future exploitation se situe au sein d'un périmètre d'intérêt paysager inscrit au plan de secteur de Nivelles, intérêt confirmé par les récents inventaires de l'ADESA;
- que le site de la future exploitation se trouve, à sa limite nord, à proximité d'éléments du site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" à savoir les bois privés "d'Apechau" et "du Chapitre";
- que la valeur agricole des terrains visés est très élevée; que ces terres agricoles sont actuellement exploitées;
- que, le projet d'exploitation de sable n'étant envisagé qu'au dessus du niveau de la nappe aquifère sans devoir procéder à des rabattements par pompes (exhaure), les directions des écoulements d'eaux souterraines ne seront pas modifiées;
- qu'aucun captage ne se trouve dans ou à proximité du site et qu'aucune zone de prévention de captage n'a été définie pour les captages présents dans un rayon de 3 000 mètres;
- que le charroi et l'exploitation de la future sablière s'inscriront dans un environnement sonore actuellement assez calme;

Considérant que tous ces points et les incidences de l'avant-projet seront examinés dans le cadre de l'étude d'incidences de plan visée à l'article 42, alinéa 4, du Code;

Considérant que le présent avant-projet de révision de plan de secteur répond au prescrit de l'article 46, alinéa 2, § 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine qui proscrit tout développement linéaire de l'urbanisation le long de la voirie;

Considérant que l'article 46, alinéa 2, § 1^{er}, 3^o du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine impose que l'inscription au plan de secteur de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant dès lors qu'il est envisagé de compenser planologiquement l'inscription de la nouvelle zone d'extraction par la réaffectation en zone agricole de terrains d'une superficie de 34 ha situés au lieu-dit "Campagne de Boukendael" sur le territoire de la commune de Braine-le-Château et actuellement inscrits en zone d'extraction au plan de secteur de Nivelles;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements, issus de l'évaluation des besoins et de l'analyse de la situation existante de fait et de droit, que le présent avant-projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive de la SA Sablières de Wauthier-Braine pour une durée de quelque trente ans;

Considérant que le présent avant-projet est conforme au schéma de développement de l'espace régional adopté le 27 mai 1999, en ce qu'il vise une valorisation adéquate du matériau et permet de répondre aux besoins à moyen terme (trente ans) de la collectivité;

Considérant par ailleurs que, dans le cadre de l'instruction de ce dossier de demande de modification de plan de secteur, il est apparu, lors d'une réunion tenue le 19 avril 2007 en présence notamment du Directeur des Ponts et Chaussées à la Direction des Routes du Brabant wallon du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, que le projet de liaison routière entre Haut-Ittre et l'autoroute A8, dont le tracé traverse le site d'extraction envisagé, était à nouveau à l'ordre du jour; que ce projet de liaison routière, bien que non inscrit au plan de secteur de Nivelles approuvé par arrêté royal le 1^{er} décembre 1981, était déjà reconnu comme nécessaire à cette époque mais sur le principe d'une route à deux bandes de circulation; que, longtemps présenté par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports comme une liaison autoroutière entre l'échangeur de Haut-Ittre et celui de Quenast, ce projet a soulevé de multiples oppositions et ne s'est pas réalisé;

Considérant que ce projet de liaison routière est aujourd'hui à nouveau présenté comme une voirie à deux bandes de circulation, d'une emprise au sol d'environ 15 mètres; que cette voirie se grefferait sur le contournement passant au nord de Tubize pour rejoindre l'A8 à hauteur de la chaussée d'Hondzocht;

Considérant que cette future liaison routière, par sa fonction de structuration du territoire, relève du réseau des infrastructures principales de communication et, à ce titre, doit faire l'objet d'une inscription au plan de secteur de Nivelles avant toute délivrance de permis d'urbanisme;

Considérant que, pour la partie du projet de liaison routière qui concerne la future zone d'extraction (échangeur Haut-Ittre/route de Clabecq), le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports a transmis à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, en date du 8 janvier 2008, un tracé tentant de répondre au mieux aux contraintes liées à la proximité du site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Bois d'Apechau et du Chapitre) et du site d'extraction envisagé;

Considérant qu'il est dès lors possible de mener à bien la révision du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en prenant en considération le tracé du projet de liaison routière tel qu'étudié par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, sans entamer dès à présent la procédure de révision du plan en vue de l'inscription de ce tracé de liaison routière; que, par ailleurs, le couplage des deux dossiers serait de nature à retarder la procédure de révision du plan de secteur de Nivelles visant à l'inscription de la zone d'extraction dont l'urgence est démontrée;

Sur proposition de son Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la mise en révision de la planche 39/2 du plan de secteur de Nivelles.

Art. 2. L'avant-projet de révision de la planche 39/2 du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit "Champ d'Hurbize" sur le territoire des communes d'Ittre et Braine-le-Château et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains inscrits en zone d'extraction au lieu-dit "Campagne de Boukendael" sur le territoire de la commune de Braine-le-Château est établi conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de consulter la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, la Direction de la Nature de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et la Direction générale des Autoroutes et des Routes sur le projet de contenu d'étude d'incidences de plan de secteur ci-annexé conformément aux dispositions de l'articles 42, alinéa 4, du Code.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE

PROJET DE CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

1. Ampleur.

Aucun élément de l'avant-projet n'est dispensé de l'étude d'incidences.

2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Une attention particulière sera apportée aux éléments suivants :

- La compatibilité de l'avant-projet avec le principe de gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol tant au regard de l'évolution du marché du sable et des perspectives pour l'entreprise que du projet d'exploitation envisagé (superficie, techniques d'exploitation,...).
- Le site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Bois d'Apechau et du Chapitre) et sur les habitats liés aux zones humides présentes dans ce site, en particulier l'habitat prioritaire 91EO "Aulnaie rivulaire". Une étude hydrogéologique devra être fournie.
- L'intérêt paysager présenté par la zone envisagée.
- Le volume exact des découvertes et leur gestion.
- Le réaménagement du site de la sablière après exploitation.
- Le charroi et la mobilité dans la zone envisagée, en prenant en considération l'éventuelle liaison routière du MET qui reliera l'autoroute A8 à Haut-Ittre et en vérifiant la compatibilité de la future zone d'extraction et de son exploitation avec l'éventuelle liaison routière.
- Le type de zonage à prévoir au plan de secteur et relatif à la compensation planologique.

Phase 1

CHAPITRE I^{er}. — *Description de l'avant-projet de plan*1. Objet de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan :

- localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n^o de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^e et 1/10 000^e) + orthophotoplan au 1/10 000^e;
- parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur;
- affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).

Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1^o).

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'avant-projet*

A. Zone d'extraction.

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (article 42, 2^o).

1.

2. Evaluation du besoin.

1. Caractéristiques du produit.

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2 Evaluation de la demande.

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

— Evolution du marché dans les trente prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur).

— Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).

— Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à trente ans.

1.3 Evaluation de l'offre.

Il s'agira ici d'évaluer l'offre du matériau à extraire pouvant répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3

Cette évaluation se fera en deux temps.

- Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.
- Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation de l'avant-projet*
Identification et analyse des variantes de localisation

A. Zone d'Extraction.

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.,

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire (article 42, 11°).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales. Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}.

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Validation de la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet.

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet.

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à la zone d'extraction de l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2., en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation.

Il s'agit ici de comparer la zone d'extraction de l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales;
- des critères de localisation;
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;
- des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité, et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

B. Compensations.

Validation de l'opportunité de la localisation des compensations planologiques au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait.

Proposition d'alternatives de localisation et de zonage s'il échet.

Phase 2

CHAPITRE IV. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites*
de l'avant-projet et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire.

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.

1.1.1. Niveau régional : (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...).

1.1.2. Niveau communal : (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...).

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1.2.1. Faune et flore : (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...) (article 42, 5°).

1.2.2. Activités humaines : (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...) (article 42, 6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils : (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques : (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...).

6. Contraintes environnementales : (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...).

7. Situation réglementaire de l'exploitation : (permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...) si l'avant-projet porte sur son extension.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°).

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains : (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines : (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (SEVESO) sensibles,...).

2.2. Caractéristiques environnementales.

2.2.1. Géologie (A développer si nécessaire).

2.2.2. Pédologie : (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie : (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...).

2.2.4. Topographie et paysages : (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...).

2.2.5. Air et climat : (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...).

6. Bruits et vibrations : (sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures).

Faune et flore : (inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés).

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°).

CHAPITRE V. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

1. Impacts sur la qualité de vie : (santé, sécurité, hygiène,...).

1.1. Cadre bâti : (relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel : (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...).

1.3. Charroi : (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...).

1.4. Tirs de mines : (vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...).

1.5. Bruit : (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches).

1.6. Air et climat : (poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...).

1.7. Topographie et paysages : (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse).

2. Impacts sur les activités humaines : (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...) (article 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol : (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...).

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie.

4.1. Modification du régime hydrogéologique : (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...).

4.2. Modification du régime hydrologique : (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable.

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité.

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,... (législation sur la conservation de la nature et Directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs.

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°).

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VI. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

Les variantes de délimitation sont des variations du contour de la (des) zone(s) d'extraction.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du CWATUP (article 1^{er} § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°).

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code)

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;
- ...

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers.

4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles.

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°).

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°)

On distinguera clairement l'inscription de la zone d'extraction et la compensation.

La justification s'effectue sur base des article 1^{er}, § 1^{er} et 46, § 1^{er}, du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°).

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VIII. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°).

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°).

L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie

Résumé non technique.

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles en vue de l'inscription d'une zone d'extraction au lieu-dit "Champ d'Hurbize" et de la désaffectation de la zone d'extraction au lieu-dit "Campagne de Boukendaël".

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1702

[2008/201858]

17. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan von Nivelles (Karte 39/2) einer Revision zu unterziehen und durch den der Vorentwurf zur Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt "Champ d'Hurbize" auf dem Gebiet der Gemeinden Ittre und Braine-le-Château und der Wiederverwendung als Agrargebiet von als Abbaugebiet eingetragenen Geländen am Ort genannt "Campagne de Boukendaël" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme verabschiedet wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35, 40 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1981 zur Festlegung des Sektorenplans von Nivelles, der mehrmals abgeändert wurde;

In der Erwägung, dass die durch den Entwicklungsplan des regionalen Raums berücksichtigte Option hinsichtlich des Schutzes und der Verwaltung der Bodenschätze darin besteht, den Raumbedürfnissen für die Abbautätigkeit eine Antwort für die kommenden dreißig Jahre zu geben;

In Erwägung des am 20. Januar 2000 angenommenen Vertrags für die Zukunft der Wallonie und der am 30. August 2005 angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister der Raumordnung damit beauftragt hat, die Akten bezüglich Anträge auf die Eintragung von neuen Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung durch die Verwaltung, dass der Antrag ein Vorkommen betrifft, das durch die Studie der Universität Lüttich über das Inventar der Bodenschätze anerkannt worden ist, dass der besagte Antrag einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs entspricht, was die Wirtschaft, die Beschäftigung und die nachhaltige Mobilität betrifft, und mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

— der Betrieb darf innerhalb der Begrenzungen des Sektorenplans und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als sechs Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet worden sind;

— der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential für einen Baustoff beizubehalten, der als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

In der Erwägung, dass die "SA Sablières de Wauthier-Braine" am Ort genannt "Campagne de Boukendael" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château eine Gewinnungsanlage für Sand betrieben hat, der hauptsächlich für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten und den Bausektor bestimmt ist;

In der Erwägung, dass dieser Betrieb seit dem Jahr 2000 eingestellt ist;

In der Erwägung, dass die "SA Sablières de Wauthier-Braine" zur Weiterführung ihrer Tätigkeiten die Eintragung als Abbaugebiet einer Gruppe Standorte beantragt, die sich auf dem Gebiet der Gemeinden Ittre und Braine-le-Château, am Ort genannt "Champ d'Hurbize" befinden;

In der Erwägung, dass die Gelände, deren Eintragung als Abbaugebiet erwogen wird, eine Fläche von 34 ha decken, und zur Zeit im Sektorenplan von Nivelles eine Zweckbestimmung als Agrargebiet haben;

In der Erwägung, dass diese Gelände dem Vorkommen entsprechen, das vom Labor für litho- und zoostratigraphische Analysen der Universität Lüttich in seiner auf Anfrage der Wallonischen Region durchgeführten Studie über die Bodenschätze der Provinz Brabant (vom März 1996) bestimmt worden ist;

In der Erwägung, dass dieses Vorkommen aus 45 bis 50 m Brüsseler Sandschicht (Mittel-Eozän) besteht, über der sich eine im Durchschnitt 3 Meter starke Sand-Ton-Lehmschicht aus dem Quaternär befindet; dass die Brüsseler Sandschicht eine sub-horizontale, ziemlich kontinuierliche und in der Gegend uniforme Ablagerung ist;

In der Erwägung, dass der Höhenstand der Grundwasserleitschicht ca. + 105 Meter ist, und dass die Durchschnittshöhe des Plateaus ca. + 140 Meter ist; dass demzufolge die nutzbare durchschnittliche Sandhöhe (2 Meter über dem Höhenstand der Grundwasserleitschicht) ca. 30 Meter beträgt.

In der Erwägung, dass eine Bohrung (Tiefe = 25 Meter) im Vorkommen westlich der rue de Braine-le-Château durchgeführt worden ist; dass diese Bohrung das Vorhandensein von hellbraunem und hellgrauem Brüsseler Sand, mit sehr lokalem Röhrensandstein, sowie die Stärke der Abraumerde bestätigt hat; dass dem piezometrischen Niveau der Grundwasserleitschicht bis + 120 Meter nicht entgegengekommen wurde;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Revision des Sektorenplans 34 ha betrifft, wovon 1 ha für die Nebenanlagen (Büroräume, Garagen, Wiegeanlage) und 6ha für eine 20 m breite Pufferzone über den gesamten Umkreis des Abbaugebiets (einschließlich der Wälle für die Lagerung der Abraumerde) bestimmt wären.

In der Erwägung, dass der vorgesehene Abbaurhythmus ca. 300 000 m³/Jahr ist;

In der Erwägung, dass das Vorkommen in drei Phasen abgebaut wird, wobei südlich des künftigen Abbaugebiets angefangen wird; dass diese drei Phasen ein Volumen von ca. 8 100 000 m³ Sand während 27 Jahren abliefern werden, wodurch 10 direkte Arbeitsstellen am Standort geschaffen werden;

In der Erwägung, dass eine Untersuchung der Korngröße des Sands gezeigt hat, dass dessen Qualität die Benutzung des Sands für Aufschüttungen, Unterbauten, Betonprodukte sowie als Formsand in der Eisenindustrie und in der Glasherstellung erlaubt;

In der Erwägung, dass der Röhrensandstein, der durch Sieben vom Sand getrennt werden kann, als Ballast dienen wird;

In der Erwägung, dass der gezielte Absatzmarkt nur national ist; dass 75% des Umsatzes binnen eines Umkreises von 50 km und die restlichen 25% binnen eines Umkreises von 200 km realisiert werden; dass das Produkt über diese Entfernung wegen der Transportkosten nicht mehr wettbewerbsfähig ist;

In der Erwägung, dass die Produkte ausschließlich über die Straße transportiert werden; dass der Standort der künftigen Sandgrube direkt über die rue de Braine-le-Château zugänglich ist, und dass die rue de Clabecq, die Ittre und Tubize verbindet, den Zugang zu den Autobahnen A8 und A19 sowie zu den Nationalstraßen RN07, RN06 und RN28 ermöglicht;

In der Erwägung, dass, was die sozial-wirtschaftliche Zweckmäßigkeit des Betriebs der künftigen Sandgrube betrifft, zu betonen ist, dass die Nachfrage nach Sand heute in Belgien, in der Wallonischen Region und insbesondere in Wallonisch-Brabant hoch bleibt; dass der jährliche Sandverbrauch in Belgien zwischen 20 und 25 Millionen Tonnen schwankt, wovon 8 Millionen in Belgien gewonnen werden, wobei der Rest aus den Niederlanden und Deutschland stammt;

In der Erwägung, dass die "Confédération de la Construction" und die FEDIEX den Sandverbrauch in Wallonisch-Brabant für 2006 auf ca. 870 000 Tonnen geschätzt haben; dass dieser in Höhe von 510 000 Tonnen von den Sandgruben der Provinz gedeckt sein würde; dass die heutige Produktion die lokalen Bedürfnisse nicht deckt, wie übrigens im Bericht der ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung vom Januar 2007 angegeben, als Schlussfolgerung des Sachverständigenauftrags über die Erkundungen der Abbaugebiete, den die Wallonische Regierung ihr durch Beschluss vom 21. September 2006 anvertraut hat;

In der Erwägung, dass diese Studie in der Tat angibt, dass die Nachfrage das Angebot übersteigt, dass die Preise steigen, dass die Kempener Sandgruben schließen, dass es einige Sorgen über die künftige Versorgung gibt, dass die Ausfuhr nur in kleinen Entfernungen möglich ist;

In der Erwägung außerdem, dass Sand nur unter Berücksichtigung seiner Lokalisierung und der Stärke, der Qualität und der wirtschaftlichen Rentabilität seines Vorkommens, u.a. aufgrund der gesetzlichen und technischen Anforderungen und der Rücksicht auf die Anwohner, die Umwelt und die nachhaltige Entwicklung abgebaut werden soll; dass sich ergibt, dass der Begriff der nutzbaren verfügbaren Reserven auf Ebene der Sektorenpläne des Wallonisch-Brabant (Nivelles und Wavre - Jodoigne Perwez) stark begrenzt ist; dass ein Rückblick auf die Anzahl der aktiven Sandgruben diese Anhäufung von Belastungen erkennen lässt; dass von den im Jahre 1982 84 aktiven Betrieben heute nur noch 2 in Betrieb sind; dass diese sich in den Gemeinden Mont-Saint-Guibert und Chaumont-Gistoux (Sektorenplan Wavre - Jodoigne - Perwez) befinden; dass sich aus dem Vorhergehenden ergibt, dass es im Sektorenplan von Nivelles gar keine Sandreserve mehr gibt;

In der Erwägung, dass das fast endgültige Verschwinden der Sandgruben im Wallonisch-Brabant kurzfristige wirtschaftliche Folgen haben würde, worunter: die Gefährdung der Existenz anderer Unternehmen (Transport, Subunternehmer, Betonzentrale,...), die Gefahr wilder Sandgewinner, die erhöhte Abhängigkeit gegenüber Nachbarstaaten (Deutschland, Niederlande), das Fehlen einer Konkurrenz und die damit verbundene Erhöhung der Preise, die sich daraus ergebende Erhöhung der Baupreise, der Verlust von lokalen und wenig qualifizierten, direkten und indirekten Arbeitsstellen, der Verlust von steuerlichen Einnahmen für die Behörden, die Erhöhung der Ausstöße in die Atmosphäre wegen des Transports;

In der Erwägung, dass sich aus der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage bezüglich der Gelände, die den Gegenstand vorliegender Revision des Sektorenplans bilden, Folgendes ergibt:

— es gibt kein Wohngebiet bzw. Wohngebiet mit ländlichem Charakter in der Nähe des Standorts der künftigen Sandgrube (Entfernung > 350 Meter für das am nächsten befindliche Gebiet);

— am Standort des künftigen Betriebs gibt es kein unter Schutz gestelltes Gebiet bzw. Gebäude;

— trotzdem verdienen einige naheliegende Gebäude es, aufgrund ihres architektonischen und erbebezogenen Interesses besonders erwähnt zu werden (Bauernhof von Rosémont, Schloss von Ittre, Kastanienwald);

— der künftige Betrieb befindet sich innerhalb eines im Sektorenplan von Nivelles eingetragenen Umkreises von landschaftlichem Interesse (das in den vor kurzem erschienenen Verzeichnissen des ADESA bestätigt worden ist);

— die nördliche Grenze des künftigen Betriebs befindet sich in der Nähe von Teilen des Natura 2000-Gebiets Nr. BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne", nl. von den privaten Wäldern Apechau und Chapitre;

— die Gelände haben einen sehr hohen landwirtschaftlichen Wert und dienen heutzutage tatsächlich zu landwirtschaftlichen Zwecken;

— die Richtung der Grundwasserabflüsse wird nicht geändert, da der Sand nur oberhalb der Grundwasserleiterschicht abgebaut wird, ohne Abpumpvorgänge;

— in der Nähe des Standorts gibt es keine Wasserfassung noch Präventivzone für die in einem Umkreis von 3 000 Metern befindlichen Fassungen;

— der Verkehr und der Betrieb der künftigen Sandgrube werden in einer zur Zeit ziemlich ruhigen Umgebung stattfinden;

In der Erwägung, dass all diese Punkte sowie die Auswirkungen des Vorentwurfs im Rahmen der in Art. 42 Abs. 4 des Gesetzbuches erwähnten Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht werden;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans den Vorschriften von Art. 46 Abs. 2 § 1 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe Rechnung trägt, in dem eine lineare Entwicklung der Urbanisierung entlang der Straße verboten wird;

In der Erwägung, dass die in Art. 46 2. Absatz, § 1 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehene Ausgleichsregel für die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets in den Sektorenplan eine Ausgleichsmaßnahme erforderlich macht, die entweder in einer gleichwertigen Umwandlung eines zur Verstädterung bestimmten, bestehenden Gebiets in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet oder aber in irgend einer anderen von der Regierung festgelegten alternativen Ausgleichsmaßnahme besteht;

In der Erwägung, dass somit beabsichtigt wird, die Eintragung des neuen Abbaugebiets durch die Wiederbestimmung als Agrargebiet von Geländen mit einer Fläche von 34 ha am Ort genannt "Campagne de Boukendaël" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château, die im Sektorenplan von Nivelles zur Zeit als Abbaugebiet eingetragen sind, raumplanerisch auszugleichen;

In der Erwägung, dass aus diesen gesamten Überlegungen in Zusammenhang mit der Schätzung der Bedürfnisse und der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage hervorgeht, dass das vorliegende Projekt geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit der SA Sablières de Wauthier-Braine für eine Dauer von ca. dreißig Jahren nachzukommen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf mit dem am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums übereinstimmt, insofern er auf eine geeignete Verwertung der Materialien abzielt und eine mittelfristige (auf dreißig Jahre) Antwort auf die Bedürfnisse der Kollektivität ermöglicht;

In der Erwägung, dass sich im Rahmen der Untersuchung dieser Akte bezüglich des Antrags auf Abänderung des Sektorenplans anlässlich einer am 19. April 2007 gehaltenen Versammlung in Anwesenheit u.a. des Herrn Direktors für Straßen- und Straßenbau bei der Straßendirektion Wallonisch-Brabant des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen herausgestellt hat, dass das Projekt der Straßenverbindung zwischen Haut-Ittre und der Autobahn A8, deren Trasse das geplante Abbaugebiet durchquert, erneut aktuell war; dass dieses Projekt der Straßenverbindung, obwohl es im durch Königlichen Erlass vom 1. Dezember 1981 genehmigten Sektorenplan von Nivelles nicht eingetragen war, zu dieser Zeit schon als notwendig betrachtet war, obschon es auf dem Prinzip einer Straße mit zwei Fahrspuren beruhte; dass dieses Projekt, das vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen lange als eine Autobahnverbindung zwischen dem Kreuz von Haut-Ittre und dem von Quenast vorgestellt war, zahlreiche Einsprüche und Beschwerden ausgelöst hat und schließlich nicht verwirklicht wurde;

In der Erwägung, dass dieses Projekt einer Straßenverbindung heute erneut als Straße mit zwei Fahrspuren vorgestellt wird, mit einer Grundfläche von ca. 15 Metern; dass diese Straße die Umleitung nördlich von Tubize bis zur A8 in Höhe der Chaussée d'Hondzocht ergänzen würde;

In der Erwägung, dass diese künftige Straßenverbindung aufgrund ihrer Funktion der Strukturierung des Gebiets dem Netz der Hauptkommunikationsinfrastrukturen angehört und somit Gegenstand einer Eintragung im Sektorenplan von Nivelles sein muss, bevor eine Städtebaugenehmigung erteilt werden kann;

In der Erwägung, dass, was den Teil des Projekts der Straßenverbindung in Zusammenhang mit dem künftigen Abbaugebiet (Kreuz von Haut-Ittre/Straße von Clabecq) betrifft, das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes am 8. Januar 2008 eine Trasse mitgeteilt hat, die den Anforderungen aufgrund der Nähe des Natura 2000-Gebiets BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Wald von Apechau und Wald "Chapitre") und des geplanten Abbaugebiets am Besten Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass es somit möglich ist, die Revision des Sektorenplans von Nivelles zwecks der Eintragung eines neuen Abbaugebiets durchzuführen, indem die Trasse des vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen untersuchten Projekts der Straßenverbindung berücksichtigt wird, ohne bereits das Verfahren zur Revision des Plans zwecks der Eintragung dieser Straßenstrassen zu starten; dass die Kopplung beider Akten das Verfahren zur Revision des Sektorenplans von Nivelles zur Eintragung des Abbaugebiets, dessen Dringlichkeit erwiesen ist, verzögern würde;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, dass die Karte 39/2 des Sektorenplans Nivelles einer Revision zu unterziehen ist.

Art. 2 - Der Vorentwurf zur Revision der Karte 39/2 des Sektorenplans von Nivelles zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt "Champ d'Hurbize" auf dem Gebiet der Gemeinden Ittre und Braine-le-Château und der Wiederbestimmung als Agrargebiet von bis heute als Abbaugelände eingetragenen Geländen am Ort genannt "Campagne de Boukendaël" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château im Sinne einer Ausgleichsmaßnahme wird in Übereinstimmung mit dem beigefügten Plan festgelegt.

Art. 3 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den als Anlage beigefügten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Vorentwurfs der Revision des Sektorenplans in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Art. 42, 4. Absatz des Gesetzbuches dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Direktion der Natur der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung zu unterbreiten.

Namur, den 17. April 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE

ENTWURF ZUM INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG FÜR DEN SEKTORENPLAN

1. Umfang.

Kein Element des Vorentwurfs wird von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

2. Genauigkeit der Informationen.

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeitsgrad in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Besondere Aufmerksamkeit wird den folgenden Elementen geschenkt werden:

- Die Vereinbarkeit des Vorentwurfs mit dem Grundsatz einer schonenden Benutzung der Bodenschätze sowohl angesichts der Entwicklung des Sandmarkts und der Perspektiven für den Betriebs als auch des geplanten Betriebsprojekts (Fläche, eingesetzte technische Verfahren,...).
- Das Natura 2000-Gebiet BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Wälder von Apechau und "Chapitre") und die mit dem im Gebiet vorhandenen Feuchtgebiete verbundenen Lebensräume, insbesondere der prioritäre Lebensraums 91EO "Schwarzerle". Eine hydrogeologische Studie muss in diesem Zusammenhang geliefert werden.
- Das landschaftliche Interesse des geplanten Gebiets.
- Das genaue Volumen der Abräumerde und deren Bewirtschaftung.
- Die Wiedereinrichtung des Standorts der Sandgrube nach dem Betrieb.
- Der Verkehr und die Mobilität im geplanten Gebiet, unter Berücksichtigung der eventuellen Straßenverbindung des MET zur Autobahn A8 in Haut-Ittre, wo bei der Vereinbarkeit des künftigen Abbaugebiets und seines Betriebs mit dieser Straßenverbindung zu prüfen ist.
- Die Art der im Sektorenplan vorzusehende Zoneneinteilung bezüglich der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen.

Phase 1

KAPITEL I — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 1°).

Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans eingetragen sind:

- Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;
- Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 und 1/25 000 dargestellt; die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, bitte angeben.
- (Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); bitte die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise) angeben.

Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.

2. Identifizierung und Erläuterung der Zielsetzungen der Revision der Sektorenpläne (Artikel 42 1°).

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Plans erwähnt sind, hervorzuheben und für die Öffentlichkeit verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein.

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42 1°).

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs

A. Abbaugbiet.

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugbiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichsten sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert. (Artikel 42 2°).

1. Bewertung des Bedarfs.

1. Merkmale des Produkts.

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

1.2 Einschätzung der Nachfrage.

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven.

- Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

— Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft).

— Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren).

— Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über dreißig Jahre.

1.3 Schätzung des Angebots.

Hier wird das Angebot am zu gewinnenden Material geschätzt, das auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen kann.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

- In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugbiet untersucht.
- In der zweiten Phase werden die Abbaugbiete untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichsten Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse.

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugbiet im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen.

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

KAPITEL III — Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

A. Abbaugbiet.

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für das Abbaugbiet des Vorentwurfs zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl, und ggf innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Artikel 42 11°).

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen.

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen.

In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen.

2.3. Zugänglichkeit.

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten).

3. Billigung der Standortwahl des Abbaugebiets des Vorentwurfs.

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Abbaugebiets des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen.

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Abbaugebiets des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten.

Hier werden das Abbaugebiet des Vorentwurfs und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Optionen;
- Kriterien für die Standortwahl;
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets;
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft.

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

B. Ausgleichsmaßnahmen.

Billigung der Zweckmäßigkeit der Lokalisierung der planologischen Ausgleichsmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage.

Ggf. Vorschlag von alternativen Standorten bzw. einer alternativen Zoneneinteilung.

Phase 2

KAPITEL IV — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen
und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten*

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens.

1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise.

1.1.1. Auf regionaler Ebene: (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.).

1.1.2. Auf Gemeindeebene: (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.).

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter.

1.2.1. Fauna und Flora: (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6. Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Artikel 42 5°).

1.2.2. Menschliche Aktivitäten: (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.) (Artikel 42 6°).

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.)

1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.)

1.5. Erbe- und archäologische Stätten: (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.)

6. Umweltein-schränkungen: (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.).

7. Rechtliche Lage des Betriebs: (Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Artikel 42 3°).

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung.

2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole.

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund: (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.) + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.

2.1.3. Menschliche Aktivitäten: (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.).

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt.

2.2.1. Geologie (wenn nötig bitte genauer erläutern).

2.2.2. Bodenkunde: (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen).

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie: (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.).

2.2.4. Topographie und Landschaften: (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw...).

2.2.5. Luft und Klima: (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.).

6. Lärm und Schwingungen: (Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben).

Fauna und Flora: (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen).

3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42 3°).

KAPITEL V — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt*

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Artikel 42 8°).

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität: (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.).

1.1. Bebauter Bereich: (Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen).

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut: (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindegassen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.).

1.3. Verkehr: (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.).

1.4. Sprengarbeiten: (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.).

1.5. Lärm: (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe).

1.6. Luft und Klima: (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.).

1.7. Topographie und Landschaften: (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben).

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten: (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (Artikel 42 9°).

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden: (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.).

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie.

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems: (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.).

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems: (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.).

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen.

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt.

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG).

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren.

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Artikel 42 4°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

KAPITEL VI — *Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Artikel 42 11°).

Die Abgrenzungsvarianten sind Varianten des Umkreises des bzw. der Abbaugebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42 10°).

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise).

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften.

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist;
- ...

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen.

4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpakts.

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 7°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Artikel 42 3°).

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL VII — *Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes*

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Artikel 42 11°).

Das Abbaugelände und die Ausgleichsmaßnahme sind deutlich voneinander zu unterscheiden.

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage der Artikel 1 § 1 und 46 § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42 13°).

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zum Antrag auf die Genehmigung und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts besonders zu bekräftigen sind.

KAPITEL VIII — *Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten*

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42 12°).

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Artikel 42 12°).

Der Autor der Studie erläutert die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie

Nichttechnische Zusammenfassung.

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2008, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Teilrevision des Sektorenplans Nivelles zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes am Ort genannt "Champ d'Hurbise" und der Stilllegung des Abbaugeländes am Ort genannt "Campagne de Boukendaël" durchführen zu lassen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. April 2008.

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1702

[2008/201858]

17 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in het gehucht "Champ d'Hurbize" op het grondgebied van de gemeenten Itter en Kasteelbrakel en op de herbestemming als landbouwgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gehucht "Campagne de Boukendael" op het grondgebied van de gemeente Kasteelbrakel ten titel van planologische compensatie

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 40 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1981 tot vaststelling van het gewestplan Nijvel, meermaals gewijzigd;

Overwegende dat de optie waar het gewestelijk structuurplan voor koos wat de bescherming en het beheer betreft van de ondergrondse rijkdommen erin bestaat, in te spelen op de behoefte aan ruimte voor de ontginningsnijverheid in de komende dertig jaar;

Gelet op het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2000 en de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, aangenomen op 30 augustus 2005;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft de dossiers te behandelen in verband met de aanvraag tot opnemings van nieuwe ontginningsgebieden op grond van volgende werkwijze : het bestuur gaat na of de aanvraag verband houdt met een afzetting die bevestigd is door het onderzoek van de Universiteit Luik in verband met de inventaris van de ondergrondse rijkdommen, of die aanvraag overeenstemt met een ontwikkelingsbeleidsplan van de onderneming inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit en of ze in minstens één van volgende prioriteiten past :

— de uitbating mag niet langer dan zes jaar doorgaan binnen de grenzen van het ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan, aangaande op het huidige uitbatingssritme, behoudens buitengewone omstandigheden die in het beleidsplan gemotiveerd worden;

— de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productiepotentieel voor een stof die als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Overwegende dat de NV "Sablières de Wauthier-Braine" in het gehucht "Campagne de Boukendael" op het grondgebied van de gemeente Kasteelbrakel een ontginningslocatie heeft uitgebaat voor de productie van zand die voornamelijk verhandeld wordt als toeslagmateriaal voor civieltechnische werken en in de bouwsector;

Overwegende dat deze exploitatie sinds het jaar 2000 beëindigd is;

Overwegende dat de NV "Sablières de Wauthier-Braine" bijgevolg, om de ontginning voort te zetten, verzoekt om de opnemings van die verzameling gronden als ontginningsgebied voor zover ze gelegen zijn in het gehucht "Champ d'Hurbize" op het grondgebied van de gemeenten Itter en Kasteelbrakel;

Overwegende dat de gronden waarvan de opnemings als ontginningsgebied in het vooruitzicht gesteld wordt, een oppervlakte van 34 ha bezitten en bestemd zijn als landschappelijk waardevol landbouwgebied in het gewestplan Nijvel;

Overwegende dat die gronden weldegelijk overeenstemmen met de afzetting die bepaald werd door het litho- en zoostratigrafische analyselabo van de Universiteit Luik in haar, op verzoek van het Waalse Gewest, uitgevoerde onderzoek naar de ondergrondse rijkdommen van de provincie Brabant (maart 1996);

Overwegende dat deze afzetting voor 45 à 50 meter bestaat uit Brussels zand, uit het Eoceen tijdperk, met erbovenop een laag klei-zand leem, uit het Quartaire tijdperk, van gemiddeld 3 meter; dat het niveau van het Brussels zand een sub-horizontale afzetting is die in de regio relatief continu en eenvormig is;

Overwegende dat de grondwaterspiegel op ongeveer 105 meter gelegen is en dat het gemiddelde hoogtecijfer van de vlakte + 140 meter bedraagt; dat bijgevolg de gemiddelde hoogte van ontginbaar zand, 2 meter boven het niveau van de waterlaag, ongeveer 30 meter bedraagt;

Overwegende dat een boring van 25 meter diepte werd uitgevoerd in de afzetting gelegen ten westen van de rue de Braine le Château; dat deze boring de aanwezigheid van lichtbruin en lichtgrijs Brussels zand bevestigd heeft, dat heel plaatselijk "fistuleuse" zandsteen bevat, alsook de diepte van de ontginningsgronden; dat er geen overlapping is met het piëzometrisch niveau van de waterlaag tot + 120 meter diep;

Overwegende dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan betrekking heeft op 34 hectare waarvan 1 hectare zou besteed worden aan de bijgebouwen (burelen, garages, weegapparatuur) en 6 hectare aan de innemings van een bufferzone van 20 meter breed op het geheel van de omtrek van het ontginningsgebied, met inbegrip van de oprichting van eventuele beschermingsmuren om de afgegraven aarde op te slaan.

Overwegende dat het voorziene ontginningstempo ongeveer 300 000 m³/jaar bedraagt;

Overwegende dat de exploitatie van de ontginning in drie fases gebeurt en zal starten aan de zuidkant van het toekomstige ontginningsgebied; dat de drie fases ongeveer 8 100 000 m³ zand omvatten, hetzij 27 jaar activiteit en het creëren van 10 rechtstreekse jobs op de site;

Overwegende dat de granulometrische analyse van het zand aangetoond heeft dat het kon gebruikt worden in de bouw van ophogingen, funderingen, betonproducten en ook als zand voor vormgieten in de metaalindustrie en als zand voor glasfabrieken;

Overwegende bovendien dat de "fistuleuse" zandsteen die van het zand door het zeven gescheiden wordt, als ballast wordt gebruikt;

Overwegende dat bedoelde markt uitsluitend nationaal is; dat de uitstraling van de productie minder dan 50 km zou bedragen voor 75 % van het omzetcijfer en minder dan 200 km voor de overige 25 %; dat het product buiten dat gebied aan competitiviteit inboet wegens de vervoerskosten;

Overwegende dat deze producten uitsluitend over de weg vervoerd worden; dat de site van de toekomstige zandgroeve rechtstreeks toegankelijk is via de rue de Braine-le-Château en dat de rue de Clabecq die Itter en Tubeke verbindt, de toegang tot de autosnelwegen A8 en A19 mogelijk maakt alsook tot de rijkswegen RN07, RN06 en RN28;

Overwegende dat wat betreft de socio-economische exploitatie van de toekomstige zandgroeve, er onderstreept moet worden dat de vraag naar zand vandaag zeer belangrijk blijft in België, in het Waalse Gewest en in Waals-Brabant in het bijzonder; dat de raming betreffende het nationaal verbruik van zand schommelt tussen 20 en 25 miljoen ton per jaar waarvan 8 miljoen in België wordt ontgonnen, de rest komt uit Nederland en Duitsland;

Overwegende dat in 2006, de Confederatie Bouw en de FEDIEX het verbruik van zand in Waals Brabant op ongeveer 870 000 ton geschat hebben; dat aan deze behoefte voor 510 000 ton door de zandgroeven van de provincie wordt tegemoet gekomen; dat de huidige productie onvoldoende is om aan de plaatselijke behoeften te voldoen zoals trouwens blijkt uit het verslag van de permanente conferentie voor de ruimtelijke ontwikkeling van januari 2007 ter afsluiting van de door de Waalse Regering in haar beslissing van 21 september 2006 aan haar opgelegde deskundigenopdracht in de ontginningsgebieden;

Overwegende immers dat deze studie aantoont dat de vraag hoger ligt dan het aanbod, dat de prijzen stijgen, dat de Kempense zandgroeven sluiten, dat er onzekerheid is wat de bevoorradings betreft, dat de mogelijkheid om uit te voeren maar op korte afstand in overweging genomen kan worden;

Overwegende bovendien dat het zand alleen kan worden ontgonnen in functie van zijn ligging en de capaciteit van zijn afzetting, de kwaliteit en de economische rentabiliteit met inachtneming van de wettelijke en technische verplichtingen alsook met inachtneming van de omwonenden, het milieu en de duurzame ontwikkeling; dat er nu blijkt dat het begrip van ontginbare beschikbare reserves drastisch beperkt is op de schaal van de gewestplannen van Waals-Brabant (Nijvel en Waver-Geldenaken-Perwijs); dat de historiek van het aantal in activiteit zijnde maatschappijen deze cumulatieve drukfactoren aantoont, dat tegenover de 84 exploitaties uit 1982 er heden nog maar 2 maatschappijen hun activiteiten voortzetten; dat hun exploitatie op de gemeenten Mont-Saint-Guibert en Chaumont-Gistoux gelegen is (Gewestplan van Waver-Geldenaken-Perwijs); dat uit de voorafgaande elementen blijkt dat er geen zandreserves meer in het gewestplan van Nijvel opgenomen zijn;

Overwegende dat de zo goed als definitieve verdwijning van de zandgroeven in Waals-Brabant op korte termijn een aantal economische gevolgen met zich zouden meebrengen waaronder : het in gevaar brengen van de verwante bedrijven (vervoer, onderaannemers, betoncentrale,...), het risico van wilde exploitaties zonder vergunning, de grotere afhankelijkheid t.a.v. de buurlanden (Duitsland, Nederland), het ontbreken van concurrentie en de correlatieve prijsverhoging, de aanzienlijke toename van de bouwrijzen, het rechtstreekse en onrechtstreekse verlies van plaatselijke banen die weinig kwalificaties vereisen, het verlies van belastingsinkomsten voor de overheid, de toename van de luchtmissies i.v.m. het vervoer;

Overwegende dat blijkt uit de analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand van de gronden die onderworpen zijn aan deze herziening van gewestplan :

- dat geen enkel woongebied of woongebied met een landelijk karakter bij de site van de toekomstige zandgroeve gelegen is (afstand van meer dan 350 meter voor het dichtstbijzijnde gebied);
- dat geen enkel beschermd site of gebouw zich op de site van de toekomstige exploitatie bevindt;
- dat er in de nabijheid van de site evenwel een aantal gebouwen van architecturaal en patrimoniaal belang dienen vermeld te worden (Ferme de Rosémont, Château d'Ittre, Châtaigneraie);
- dat de toekomstige exploitatie gelegen is in een landschappelijk waardevolle omtrek opgenomen op het gewestplan Nijvel, landschappelijke waarde die door de recente inventaris van ADESA bevestigd wordt;
- dat de site van de toekomstige exploitatie aan zijn noordergrens bij elementen van de site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" namelijk de privé bossen "d'Àpechau" en "du Chapitre" gelegen is;
- dat de landbouwwaarde van de bedoelde gronden zeer hoog is; dat deze landbouwgronden momenteel worden bebouwd;
- dat, de richting van de afvoer van grondwater niet wordt gewijzigd, aangezien het project om zand te ontginnen alleen boven de waterlaag wordt overwogen zonder het water te doen dalen door waterwinningen (opgepompt water);
- dat er geen waterwinning is op of in de nabijheid van de site en dat er geen voorkomingsgebieden van de waterwinningen werden bepaald voor de huidige waterwinningen in een straal van 3000 meter;
- dat het verkeer en de exploitatie van de toekomstige zandgroeve in een geluidsomgeving opgenomen worden die momenteel redelijk rustig is;

Overwegende dat al deze punten en de effecten van het voorontwerp onderzocht zullen worden in het kader van het milieueffectenonderzoek voor het plan, bedoeld in artikel 42, vierde lid, van het Wetboek;

Overwegende dat dit voorontwerp van herziening van een gewestplan voldoet aan het bepaalde van artikel 46, tweede lid, § 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat elke lintbebouwing langs de weg verbiedt;

Overwegende dat artikel 46, tweede lid, § 1, 3^o van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium het volgende bepaalt : "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering";

Overwegende dat, bijgevolg, overwogen wordt de opnemings van het nieuwe gebied planologisch te compenseren door de herbesteding als landbouwgebied van gronden met een oppervlakte van 34 ha, gelegen in het gehucht "Campagne de Boukendael" op het grondgebied van de gemeente Kasteelbrakel, heden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan Nijvel;

Overwegende dat voorgaande afweging als resultaat van de evaluatie van de behoeften en van de analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand aantoont dat dit voorontwerp met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in de behoefte aan ruimte kan voorzien voor de verderzetting van de ontginningsactiviteit van de N.V. « Sablières de Wauthier-Braine » voor om en bij dertig jaar;

Overwegende dat dit voorontwerp het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd op 27 mei 1999 conform is, daar het een gepaste valorisering beoogt van de stof en daardoor ingespeeld kan worden op de gemeenschapsbehoeften op middellange termijn;

Overwegende dat in het kader van het onderzoek van dit dossier van aanvraag tot wijziging van gewestplan, overigens gebleken is, tijdens de vergadering van 19 april 2007 in aanwezigheid van o.a. de Directeur van Bruggen en Wegen van de Directie Wegen Waals-Brabant van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer dat het project van wegverbinding tussen Haut-Ittre en de autosnelweg A8 waarvan het tracé de geplande ontginninglocatie doorkruist, opnieuw aan bod kwam; dat dit project van wegverbinding, hoewel niet opgenomen op het gewestplan Nijvel goedgekeurd bij koninklijk besluit op 1 december 1981, reeds in die tijd als noodzakelijk werd erkend maar dan als weg met twee rijstroken; dat dit project, lange tijd voorgesteld door het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer als een autosnelwegverbinding tussen de verkeerswisselaar van Haut-Ittre en die van Quenast, veel verzet heeft opgeworpen en uiteindelijk niet is uitgevoerd;

Overwegende dat dit project van wegverbinding heden opnieuw wordt voorgesteld als een weg met twee rijstroken met een grondneming van 15 meter; dat deze weg zou toegevoegd worden aan de noordersingel van Tubeke om de A8 op de hoogte van de chaussée d'Hondzocht te bereiken;

Overwegende dat deze toekomstige wegverbinding door haar structurering van het grondgebied komt te vallen onder het netwerk van de voornaamste verkeersinfrastructuren en in dat opzicht het voorwerp moet uitmaken van een opnemings op het gewestplan van Nijvel vóór het uitreiken van een stedenbouwvergunning;

Overwegende dat voor het deel van het project van wegverbinding dat betrekking heeft op het toekomstige ontginningsgebied (verkeerswisselaar Haut Ittre/route de Clabecq), het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer op 8 januari 2008 aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium een tracé heeft overgemaakt dat zo goed mogelijk aan de drukfactoren probeert te voldoen i.v.m. de nabijheid van de site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Bossen van "d'Apechau" en "du Chapitre") en de geplande ontginninglocatie;

Overwegende dat het dan ook mogelijk is om de herziening van het gewestplan Nijvel tot een goed einde te brengen met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied rekening houdend met het tracé van het project van wegverbinding zoals onderzocht door het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer zonder nu reeds de procedure voor de herziening van het gewestplan op te starten met het oog op de opnemings van dit tracé van wegverbinding; dat de koppeling, overigens, van beide dossiers de procedure zou kunnen vertragen voor de herziening van het gewestplan Nijvel met het oog op de opnemings van het ontginningsgebied waarvan de dringendheid bewezen is;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van blad 39/2 van het gewestplan Nijvel.

Art. 2. Het voorontwerp tot herziening van blad 39/2 van het gewestplan Nijvel met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in het gehucht "Champ d'Hurbize" op het grondgebied van de gemeenten Itter en Kasteelbrakel en op de herbesteding als landbouwgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gehucht "Campagne de Boukendael" op het grondgebied van de gemeente Kasteelbrakel ten titel van planologische compensatie wordt opgesteld overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 3. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is er mee belast overeenkomstig de bepalingen van artikel 42, lid 4, van het Wetboek bijgevoegde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor het gewestplan voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling), aan de Afdeling Natuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan het Directoraat-generaal Autosnelwegen en Wegen.

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

BIJLAGE

ONTWERP-INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

1. Omvang.

Geen enkel bestanddeel van het voorontwerp is van het milieueffectenonderzoek vrijgesteld.

2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de precisiegraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan volgende gegevens :

- De verenigbaarheid van het voorontwerp met het beginsel van spaarzaam gebruik van de ondergrondse rijkdommen zowel ten opzichte van de evolutie van de zandmarkt en van de perspectieven voor de onderneming als van het overwogen bedrijfsproject (oppervlakte, bedrijfstechneken,...).
- De site Natura 2000 BE 31001 "Affluents brabançons de la Senne" (Bois d'Apechau et du Chapitre) en de habitats die verbonden zijn aan de vochtige gebieden van de site, meer bepaald het prioritaire habitat 91 EO "Aulnaie rivulaire". Er moet een hydrogeologisch onderzoek worden voorzien.
- De landschappelijke waarde van het overwogen gebied.
- Het exacte volume van de ontdekkingen en het beheer ervan.
- De heraanleg van de locatie van de zandgroeve na ontginning.
- Het verkeer en de mobiliteit in het overwogen gebied, rekening houdend met de eventuele wegverbinding van de "MET" die de autosnelweg A8 met Haut-Ittre zal verbinden en het controleren van de verenigbaarheid van het toekomstige ontginningsgebied en zijn exploitatie met de eventuele wegverbinding;
- het type zonering dat in het gewestplan moet opgenomen worden i.v.m. de planologische compensatie.

Fase 1

HOOFDSTUK I. — *Omschrijving van het voorontwerp van plan*

1. Doel van de gewestplanherziening (artikel 42, 1°).

Ligging en oppervlakte van de ontginningszone(s) (of andere zones en/of omtrek(ken) voorzien in artikel 40 van het Wetboek) opgenomen in het voorontwerp van plan :

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000e en 1/10 000e) + orthofotoplan op 1/10 000e;
- kadastrale percelen betrokken bij de herziening van het gewestplan en op NGI-achtergrond overgedrukt op 1/10 000e en 1/25 000e; de totale oppervlakte die het eigendom is van de aanvrager, bepalen,...;
- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen.

In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

2. Identificatie en expliciteer van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (artikel 42, 1°).

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal-economische verantwoording van het voorontwerp*

A. Ontginningsgebied.

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid. (Artikel 42, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte.

1. Kenmerken van het product.

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product...

1.2 Evaluatie van de vraag.

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven

- De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

— Evolutie van de markt de volgende 30 jaar : Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt

— Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).

— Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3 Evaluatie van het aanbod.

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief en kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.
- In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekingsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

Nagegaan dienen te worden: de bereikbaarheid van de site, de aanwezigheid van de nodige infrastructuur, de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

HOOFDSTUK III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp* *Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

A. Ontginningsgebied.

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren:

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria, en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken. (Artikel 42, 11°).

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties.

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I.

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht:

2.1. Kenmerken van de afzetting: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekingsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers.

2.3. Bereikbaarheid.

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen: gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).

3. Validering van de ligging van de bestemmingsgebieden van het voorontwerp.

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en of de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging.

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het ontginningsgebied van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft:

- de gewestelijke opties;
 - de liggingscriteria;
 - de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;
 - de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap,
- en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

B. Compensaties.

Validering van de geschiktheid van de ligging van de planologische compensaties ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand.

Voorstelling van wisseloplossingen inzake ligging en zonerings indien nodig.

Fase 2

HOOFDSTUK IV. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit de voorontwerpen en van de liggingsvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband.

1.1. Inrichtingsgebieden en -ontrekken conform de regelgeving.

1.1.1. Gewestelijk niveau : (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...).

1.1.2. Gemeentelijk niveau : (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevorderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...).

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt.

1.2.1. Fauna en flora : (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-ontrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...) (artikel 42, 5^o).

1.2.2. Menselijke activiteiten : (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...) (artikel 42, 6^o).

1.3. Ontrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten : (bestaande verkavelingen, ontrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte,...).

1.4. Ontrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen : (ruilverkavelingsontrekken, stadheroplevingsontrekken, stadsvernieuwingsontrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...).

1.5. Erfgoed- en archeologische sites : (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...).

6. Drukfactoren van leefmilieu : (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...).

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf : (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (artikel 42, 3^o).

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

2.1. Menselijke kenmerken.

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen : (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen).

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructures en uitrustingen : (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten).

2.1.3. Menselijke activiteiten : (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (SEVESO) industriële activiteiten,...).

2.2. Leefmilieukenmerken.

2.2.1. Geologie (Wordt indien nodig besproken).

2.2.2. Pedologie : (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen).

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie : (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...).

2.2.4. Topografie en landschappen : (geomorfologie en landschappelijk waardevolle ontrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...).

2.2.5. Lucht en klimaat : (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...).

6. Geluidshinder en trillingen : (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren).

7. Fauna en flora : (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus).

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3^o).HOOFDSTUK V. — *Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu*

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (Artikel 42, 8^o).

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied (-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingsvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit : (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...).

1.1. Bebouwing : (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur).

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed : (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...).

1.3. Verkeer : (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen,...).

1.4. Mijnschoten : (trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...).

1.5. Geluidshinder : (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra).

1.6. Lucht en klimaat : (stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...).

1.7. Topografie en landschappen : (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken).

2. Impact op de menselijke activiteiten : (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...) (artikel 42, 9°).

3. Impact op bodem en ondergrond : (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...).

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie.

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel : (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...).

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel : (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...).

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden.

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit.

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-omtrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren.

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°).

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK VI. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het (de) ontginningsgebied(en).

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen;...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (artikel 1, § 1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10°).

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonering (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek).

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften.

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd;
- ...

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen.

4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten.

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht. (Artikel 42, 7°).

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen: de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°).

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VII. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).

Er wordt een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de opneming van het ontginningsgebied en de compensatie.

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1, en 46, § 1, van het Wetboek en de analyse van de voorgegaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen: effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°).

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°).

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°).

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 waarbij beslist wordt een effectonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel met het oog op de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Champ d'Hurbize" en de afdanking van het ontginningsgebied in het gehucht "Campagne de Boukendael".

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE